

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2009

déposée auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 8 octobre 2010
sous le numéro D.10-0241A01

Eléments financiers au 30 juin 2010

Le présent document (l'"**Actualisation du Document de Référence 2009**") a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 8 octobre 2010 conformément à l'article 212-13 du Règlement général de l'Autorité des marchés Financiers. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 9 avril 2010 sous le numéro D.10-0241 (le "**Document de Référence 2009**"). Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

Des exemplaires de l'Actualisation du Document de Référence 2009 sont disponibles sans frais auprès du Crédit Coopératif, au siège administratif provisoire : 72 avenue de la Liberté, 92000 Nanterre, sur son site internet (www.credit-cooperatif.coop/le-groupe-credit-cooperatif/informationsfinancieres//informations-reglementees/) ainsi que sur celui de l'AMF (www.amf-france.org).

SOMMAIRE

I - Rapport d'activité au 30 juin 2010	page 3
II - Comptes consolidés du Groupe Crédit Coopératif au 30 juin 2010	page 12
III - Extraits des comptes sociaux au 30 juin 2010	page 35
IV - Rapport des Commissaires aux Comptes	page 40
V - Informations complémentaires	page 41
VI - Table de concordance	page 42
VII - Personne responsable de l'actualisation du Document de Référence et du contrôle des comptes	page 43

Rapport d'activité au 30 juin 2010

1. EVOLUTION COMMERCIALE

Au premier semestre 2010, l'activité commerciale du Groupe est restée dans l'ensemble soutenue, tout en enregistrant cependant dans certains domaines un léger ralentissement.

De fait les évolutions sont particulièrement contrastées du côté de la collecte : au titre des points positifs, on observe que l'accroissement des dépôts à vue s'accroît et dépasse les 10%, tandis que les dépôts à terme, toujours en retrait par rapport aux montants atteints au premier semestre 2009 (- 4,3 %), regagnent progressivement du terrain, retrouvant dès à présent leur niveau moyen de l'année 2009.

A l'inverse le taux de croissance de l'épargne, certes toujours à deux chiffres, fléchit légèrement, de 16,8 % au premier trimestre à 14,8 % au 30 Juin ; le principal sujet de préoccupation demeure toutefois la décline des encours d'OPCVM, qui se poursuit (-12,8 % contre -9,5 % au 31 mars), à l'instar de la contraction du marché des OPCVM monétaires qu'affectionne la majorité des clients d'Ecofi Investissements ; atteignant 1,1 milliard en moyenne par rapport au premier semestre 2009, cette décroissance contribue à accentuer le recul de la collecte globale, qui atteint -5,2 % contre -4,3 % au 31 Mars.

Bien que toujours supérieur à 10 %, le rythme de progression des emplois se tasse (10,9 % contre 11,4 % au 31 Mars), sous l'effet d'un certain ralentissement de la croissance des crédits à moyen et long terme (+11,5 % contre +12,1 % au premier trimestre), lui-même consécutif au repli des décaissements de nouveaux crédits d'investissement, qui s'est amorcé en 2009 et se poursuit cette année (-5,3 %).

A l'inverse les concours à court terme retrouvent une évolution positive (+6,2 %) : les débiteurs (+16,8 %) et les crédits confirmés (+5 %) renouent avec la croissance, le recul du portefeuille s'atténue (-4,2 % contre -11,4 % l'an dernier).

Enfin dans un marché en repli, la décélération qui affecte les engagements par signature depuis maintenant plus de deux ans, s'accroît (+5,6 % contre +6,6 % au 31 Mars).

2. EVOLUTION DES MARCHES FINANCIERS

Depuis les difficultés financières de Dubaï en fin d'année 2009, le risque souverain a entièrement accaparé l'attention des investisseurs. A la suite des très grandes difficultés qu'a connu la Grèce, les principaux Etats ont décidé de mettre rapidement fin à la spirale des déficits massifs cumulés avec la mise en place des plans de relance pour combattre la crise économique et sauver le secteur financier.

Les mesures volontaristes des autorités monétaires et gouvernementales ont permis aux pays avancés de renouer avec une reprise qui est demeurée assez inégale selon les zones. Un découplage s'est ainsi instauré entre les pays émergents, où la croissance est très forte, et les pays avancés. Les politiques d'austérité mises en place au sein de certains Etats de la zone Euro, qui devraient se traduire par une baisse des mesures de soutien à l'économie, font peser un aléa sur la vigueur de la reprise.

Par ailleurs, le ralentissement de l'activité et la prudence des banquiers centraux dans l'usage des dispositifs quantitatifs militent clairement pour une sagesse des prix, ce qui justifie la baisse des taux longs pour les Etats qui ne rencontrent pas de difficultés de financement.

Au-delà de ces conditions monétaires très accommodantes, de l'effet des plans de relance et de la reconstitution des stocks, le secteur privé semble petit à petit prendre le relais avec la reprise de l'emploi dans certains Etats et le ralentissement de la progression de la hausse du taux de chômage dans les autres.

En **zone Euro** un nombre croissant de pays membres commencent à mettre en place des politiques de rigueur. La baisse des mesures de soutien devrait entraîner un ralentissement de la croissance. Cependant le retour de l'aversion pour le risque s'est traduit par une chute spectaculaire de l'euro, notamment contre le dollar, passant de 1,5134 dollar pour un euro le 25 novembre 2009 à 1,1923 dollar pour un euro le 7 juin 2010, soit une chute de 21% vis-à-vis du billet vert. Même si cet effondrement de l'euro résulte d'un manque de confiance des investisseurs envers la gouvernance de l'Europe et d'un système bancaire européen qui apparaît très vulnérable, elle devrait cependant se révéler précieuse afin de compenser les effets récessifs du retour de l'orthodoxie financière.

Les dernières prévisions de Consensus Forecasts indiquent que le PIB devrait croître de 1,2% en 2010 et 1,4% en 2011, les très bons derniers chiffres de croissance en Allemagne au cours du 2^{ème} trimestre 2010 étant de nature, s'ils étaient confirmés, à renforcer encore un peu plus l'activité dans la zone Euro.

Cette faiblesse de l'activité en Europe devrait de plus être contrebalancée, au niveau mondial, par le boom constaté dans les pays émergents. Ainsi, à titre d'exemple, le poids économique des pays d'Asie (Chine, Hong Kong, Taiwan, Inde et Corée du Sud) est désormais équivalent à celui de l'Union Européenne.

Aux **Etats-Unis**, les dernières prévisions de Consensus Forecasts indique que le PIB devrait croître de 2,9% en 2010 et 2,8% en 2011. L'indicateur avancé, calculé par le Conference Board, qui représente un bon thermomètre de l'activité, a cependant connu en avril sa première baisse depuis un an. Outre les impacts de la hausse du taux de change effectif du dollar, les tensions financières sur les marchés pourraient pénaliser la progression de l'activité. A l'inverse, les Etats-Unis rencontrent de meilleures conditions de financement sur les marchés depuis le début de l'année

Taux d'intérêt

Dans la zone Euro, compte tenu d'un environnement global incertain et d'une inflation qui reste sur des niveaux assez bas le taux des OAT 10 ans a, dans un premier temps, été maintenu dans un couloir 3,40% - 3,60%. Par la suite, l'orientation baissière des taux s'est accentuée pour atteindre les 2,70% à la mi-août.

Perspectives

La Réserve fédérale devrait maintenir ses taux directeurs stables à horizon décembre 2010. Le niveau des surcapacités, même si elles se résorbent lentement, devrait permettre à l'inflation sous-jacente de rester modérée. Toutefois des signes d'amélioration conjoncturelle, dans un contexte de besoins de financement toujours présents, exerceront une légère pression à la hausse des taux longs.

En Europe, la Banque centrale européenne devrait laisser ses taux directeurs inchangés sur les 6 prochains mois et les taux long terme évoluer dans un couloir 2,50% - 3%.

3. ANALYSE DES COMPTES SEMESTRIELS

Le périmètre de consolidation du Groupe Crédit Coopératif n'a pas connu d'évolution majeure par rapport à l'année dernière ; établis depuis 2007 selon les normes IFRS, les chiffres comptables sont donc homogènes d'une année sur l'autre, sans retraitement. C'est le Crédit Coopératif et ses filiales qui sont à l'origine de l'essentiel des résultats du groupe et leur évolution fait donc l'objet d'une analyse détaillée, à laquelle sont consacrés les commentaires qui suivent.

Le **Produit Net Bancaire** (187,9 M€ au 30 Juin 2010) continue d'enregistrer une progression satisfaisante (+4,6 %), moins forte toutefois qu'au 31 Mars (+8,0 %), dans la mesure où il n'a pas connu cette année la forte accélération qui avait caractérisé le deuxième trimestre 2009.

En dépit d'un léger ralentissement, les performances commerciales de ce premier semestre demeurent dans l'ensemble de très bonne tenue et contribuent donc à soutenir la progression du PNB du groupe (+ 4,6 %) qui repose toujours principalement sur la croissance de la marge d'intérêts, encore forte, bien qu'un peu moins marquée que précédemment : en effet la plus grande stabilité des index a entraîné une moindre amélioration du taux de marge qu'en 2009, la forte baisse des taux ayant l'an dernier affecté de façon beaucoup plus significative les coûts de financement que le rendement des emplois, notamment au titre de l'activité financière.

Par ailleurs la diminution des commissions nettes s'accroît, la réduction des perceptions encaissées au titre de la gestion pour compte de tiers étant supérieure à la dégrè des encours d'OPCVM car elle s'accompagne d'une baisse du taux de frais de gestion facturés.

Dans le même temps, prise pour contrebalancer l'impact de la suppression des jours de valeurs (en application de la Directive européenne sur les Services de Paiement), la décision de limiter les possibilités de déroger à la tarification des services bancaires telle que prévue au catalogue, n'est entrée en vigueur qu'à compter du 1^{er} Avril et elle tarde à produire son plein effet.

Enfin les produits hors exploitation courante se tassent, l'absence de dividende versé par l'organe central (-3,3 M€) et de plus-values dégagées par l'activité de crédit-bail, ne se trouvant qu'en partie compensée par l'annulation de swaps de macro-couverture, la partie du gain réalisé correspondant à la valeur de marché de ces contrats au 1^{er} janvier 2010 étant étalée sur la durée restant à courir des opérations initiales.

Les **Charges de Personnel**, s'élèvent à 80,5 M€ contre 78,7 M€ au 30 Juin 2009, soit un accroissement de 2,3 % plus limité que ne l'envisageait le budget : en effet pour l'instant, à l'exception de l'augmentation collective consentie à compter du mois de Mai au lieu de Juillet, les facteurs de hausse (création de postes, révisions salariales, primes, indemnités de départ) n'ont pas encore joué à hauteur de la prévision, sans pour autant que l'on puisse à ce stade en tirer de conclusion sur ce que sera en fin d'année la consommation réelle de ce budget.

C'est notamment le cas pour ce qui concerne l'accroissement des effectifs : bien qu'atteignant en moyenne une soixantaine de personnes par rapport au premier semestre 2009, pour les deux tiers affectées au renforcement des réseaux et pour le siège, aux services de développement, de production et de contrôle, la progression du personnel au 30 Juin 2010 s'avère globalement inférieure à la prévision, alors même que le nombre prévu de collaborateurs en CDI est d'ores et déjà dépassé dans certaines unités, dont principalement celles relevant de la filière crédits.

Les **Autres Frais de Gestion**, 57,8 M€ (y compris les dotations aux amortissements) contre 57,9 M€ en 2009, sont également en économie par rapport au budget et même en léger retrait par rapport à l'an dernier : il est vrai que d'importants surcoûts non récurrents avaient pesé sur le premier semestre 2009 (lancement du projet d'entreprise Coopér'Action et au titre de l'action de rénovation du siège : amortissement accéléré des immeubles appelés à être détruits, déménagement des services centraux et ponctuellement, entretien simultané de deux sites pour quelques postes de charges).

La stabilité des dépenses du premier semestre 2010 signifie donc qu'à ces dépenses exceptionnelles s'est substituée une augmentation des charges courantes, dans le domaine de l'immobilier principalement (un trimestre supplémentaire de location du site de repli et arrivée à maturité de nombreuses actions de rénovation du réseau).

Au final, l'économie par rapport à la prévision relevant de simples décalages dans le temps, les enveloppes notifiées aux gestionnaires seront très probablement consommées et l'évolution des autres frais de gestion, bien que maîtrisée, devrait néanmoins, en fin d'année, afficher la hausse limitée anticipée lors de la détermination des budgets.

Au total les **Frais Généraux** s'élèvent à 138,3 M€, contre 136,6 M€ en 2009, soit une croissance de 1,3 %, moins rapide que celle du PNB, qui autorise une amélioration du coefficient d'exploitation (73,6 %), mais pas son retour au niveau atteint en 2008, avant la forte hausse enregistrée par les frais généraux en 2009.

Le **Résultat Brut d'Exploitation** connaît une progression importante (49,5 M€ contre 43,0 M€, soit +15,1 %).

Par ailleurs, bien que toujours alourdi du fait de la dégradation de la situation économique, le coût du risque retrouve ce trimestre le niveau moyen des trois premiers trimestres 2009 (13,8 M€) après avoir atteint des montants extrêmement élevés (18,7 M€) fin 2009 et également début 2010.

En revanche les autres évolutions : gains au titre des mises en équivalence et autres actifs, charge fiscale et déduction des intérêts minoritaires, contribuent toutes à réduire la progression par rapport à l'an dernier du **Bénéfice Net**, part du Groupe, qui s'établit donc ce semestre à 10,2 M€ contre 12,8 M€ au 30 Juin 2009.

4. PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE 2nd SEMESTRE 2010

Risques de crédit

Le coût du risque reste élevé sous l'influence de la conjoncture économique toujours instable.

Au 30 Juin 2010, le montant semestriel des dotations aux provisions est proche de la dotation semestrielle de l'exercice 2009 et illustre la nécessaire prudence dans la gestion des risques de crédit au regard du contexte difficile de l'activité des entreprises et de l'évolution défavorable de leurs équilibres financiers.

Plus spécifiquement, les PME-PMI spécialisées en matière de sous-traitance industrielle (mécanique, électrique, métallurgique ...), de même que celles des secteurs du transport, de l'imprimerie et des concessions automobiles continuent d'être touchées par des niveaux insuffisants d'activité impactant leur rentabilité.

Du point de vue de la nature des financements, ceux liés aux transmissions d'entreprises se trouvent particulièrement exposés.

En termes d'activité, le secteur des énergies renouvelables constitue une voie de développement utile.

Le 2^{ème} semestre 2010 reste incertain quant au retournement de l'activité économique, nécessitant une gestion des risques de crédit alliant à la fois le soutien de nos clientèles historiques et un mode toujours très attentif dans l'octroi des crédits.

Une approche sectorielle a été mise en œuvre par la définition de limites unitaires et d'encours de crédit dans les secteurs des Energies renouvelables, de la Promotion immobilière, des Collectivités locales.

Dans ce contexte, la Direction des Risques de Crédit s'appuie sur un dispositif de suivi des dossiers exploitant d'une part la notation Bâle II et le cas échéant les événements de défauts internes ou en provenance d'autres Banques Populaires, et d'autre part, les informations issues des outils d'alerte internes de détection des difficultés.

Risques de marché

Exposition aux risques de marché

En réponse aux incertitudes relatives au risque souverain et, par extension, au système financier des Etats en difficulté, le Crédit Coopératif a mis en place une série de mesures au cours du premier semestre 2010. Des mesures permanentes ont été prises afin d'encadrer plus rigoureusement le processus de sélection des contreparties. Des mesures temporaires ont été également actées afin d'une part de limiter l'exposition globale et d'autre part d'améliorer la diversification du portefeuille par une réallocation des investissements entre expositions bancaires et expositions corporate. Enfin, certains investissements vis-à-vis d'entités bancaires de pays en difficulté ont été gelés.

Les expositions au risque Actions et à la gestion alternative sont encadrées par un ensemble de limites qui ont été strictement respectées tout au long du premier semestre 2010.

L'exposition moyenne actions est de 4 M€ sur le premier semestre. L'exposition moyenne à la gestion alternative en équivalent volatilité 4% est de 28 M€.

Positionnement en matière de risques globaux de gestion de bilan

Les limites fixées au sein du groupe BPCE ont été respectées.

En termes de risque de taux, une translation à la hausse de 100 points de base par rapport au scénario central BPCE engendre en vision dynamique une baisse de 1% de la marge d'intérêts.

En termes de risque de liquidité, le montant de passif à plus d'un an couvre au moins 96% de l'actif à plus d'un an. Ce niveau de couverture se vérifie également sur les 9 années suivantes.

Enfin, l'ensemble des établissements du Groupe Crédit Coopératif a présenté au 30 juin 2010 un coefficient de liquidité réglementaire supérieur à 100%. Plus précisément, l'établissement Crédit Coopératif, garant de la liquidité du groupe Crédit Coopératif, présente au 30 juin 2010 un coefficient égal à 183.70%.

Risques Opérationnels

Les risques opérationnels comprennent, selon les textes officiels, les risques résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs, y compris les événements de faible probabilité d'occurrence, mais à risque de perte élevée. Ils incluent les risques de fraude interne et externe. Au titre du calcul des exigences de fonds propres, le groupe BPCE applique, pour le moment, la méthode standard Bâle 2.

Dans le cadre de la réglementation prudentielle Bâle 2, le Crédit Coopératif a mis en place, progressivement depuis 2005, un dispositif de gestion des risques opérationnels.

Le risque opérationnel est inhérent à toute activité de l'établissement. Sa mesure et sa maîtrise relèvent directement de la responsabilité de chaque métier qui assure la déclaration des pertes et des incidents, l'identification et l'évaluation des risques ainsi que leur couverture. Cette gestion, suivie par chaque hiérarchie, est naturellement intégrée à leur programme de contrôle permanent. Le pilotage est assuré par une équipe dédiée, au sein de la Direction du Contrôle Permanent. Elle s'appuie sur les Directions opérationnelles et leurs correspondants de Contrôle Permanent, au plus proche des métiers et de la connaissance des processus.

Le dispositif est ensuite supervisé par la Direction Générale, via le Comité Risques Opérationnels, Conformité, Sécurité.

Le système de mesure et de surveillance se fonde sur une méthodologie commune aux établissements de l'ex-groupe Banque Populaire au sein du groupe BPCE. En 2009, la BPCE a procédé à une refonte du référentiel des risques. La revue de la cartographie et des plans d'action programmée en 2010 intègre ces changements de méthode. Au 1^{er} semestre, elle a porté en priorité sur des activités importantes dont l'informatique et les filières de risques (crédit, financier, conformité) mettant l'accent sur les risques majeurs (potentiels et/ou avérés) en application des directives du groupe BPCE ; validés par le Comité Risques Opérationnels, Conformité et Sécurité, ces risques ont vocation à être suivis régulièrement au travers des plans d'actions et/ou indicateurs le cas échéant déterminés.

Le déploiement de la fonctionnalité « incidents » de l'outil de gestion des risques opérationnels ORIX (commun aux établissements de l'ex-groupe Banque Populaire) en 2009, qui a constitué une avancée significative, se poursuit en 2010 avec, au 1^{er} semestre, un renforcement du volet diffusion (livraison de reportings standardisés par BPCE et lancement du développement d'un outil de reporting interne). Les caractéristiques gérées par l'outil ORIX, notamment les notions de transversalité et de plans d'action, et sa décentralisation auprès des gestionnaires de risques ont permis de passer d'un stade de simple collecte des pertes comptabilisées à celui de gestion des incidents. Tous les incidents, quelle que soit la nature de leurs impacts (perte, manque à gagner, risque d'image ...) peuvent être déclarés, dès leur connaissance, et évalués au fil de l'eau.

De nouveaux chantiers de convergence menés par BPCE ont démarré au 1^{er} semestre 2010 principalement, les normes & méthodes, processus, risques de non-conformité, outil cible commun à l'ensemble des établissements du groupe BPCE.

Risques de Non-Conformité

Le suivi des risques de non-conformité est assuré par des équipes constituées à cet effet, composantes de la Direction du Contrôle Permanent. A ce titre, elles mènent à la fois des actions de prévention et de contrôle, en toute indépendance des lignes métiers commerciales, financières et de production. Les deux fonctions réglementaires sont exercées sous la responsabilité du Directeur du Contrôle Permanent et de la Conformité qui est :

- le Responsable de la Conformité, qui répond du respect des obligations vis-à-vis de la Commission Bancaire ;
- le Responsable de la Conformité pour les Services d'Investissement, qui répond du respect des obligations vis-à-vis de l'AMF.

Les actions portent sur la maîtrise du risque de non-conformité, défini comme « le risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation qui naît du non-respect des dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de natures législative ou réglementaire, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions de l'organe exécutif prises notamment en application des orientations de l'organe délibérant ». L'Equipe de Conformité participe au maintien opérationnel des normes internes (règlement intérieur, code de déontologie).

Le périmètre d'intervention de la Conformité s'étend à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires régissant les activités bancaires et financières, à la loi Informatique et Liberté, et à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la fraude, ainsi qu'aux politiques définies par la Direction Générale.

Les actions de prévention se traduisent notamment par le suivi de la veille réglementaire, la mise en œuvre d'une procédure de validation des nouveaux produits, l'élaboration et le suivi d'une politique de gestion des conflits d'intérêt, le déploiement d'un plan de formation et de sensibilisation des collaborateurs. En outre, une procédure d'alerte déontologique permettant la centralisation des dysfonctionnements relevés dans l'application des lois, règlements, normes professionnelles et codes de déontologie, a été maintenue opérationnelle. Aucune alerte n'a été transmise au premier semestre 2010.

Les actions de surveillance se traduisent par des contrôles réguliers. Ces contrôles peuvent être délégués auprès de correspondants de Contrôle Permanent intervenant au plus près dans les lignes métiers. Dans ce cas, l'équipe de Conformité effectue le suivi de la mise en œuvre et de la réalisation de ces contrôles. L'équipe réalise aussi en direct des contrôles.

Pour l'année 2010, la Conformité participe au chantier de mise en application de la Directive sur le Crédit à la Consommation et a suivi la mise en œuvre de l'application de la Directive sur les Services de Paiement.

En matière de lutte anti-blanchiment et du financement du terrorisme, et du traitement des fraudes, une cellule est dédiée à ces seuls aspects. Elle a poursuivi l'adaptation du système de surveillance au contexte réglementaire et aux typologies de risques de la clientèle. Ainsi, au cours de l'année, afin d'intégrer les changements de la réglementation correspondant à la mise en application de la troisième directive européenne en matière de lutte contre le blanchiment, le dispositif a été renforcé sur quatre axes :

- une formation des collaborateurs a été réalisée pour l'ensemble des collaborateurs en agences,
- les modalités de surveillance ont été ajustées permettant d'accroître la pertinence des alertes,
- un nouvel outil de mise à disposition des alertes a été déployé auprès des agences,
- une supervision régulière du traitement par les agences des alertes a été mise en place depuis l'équipe Lutte anti-blanchiment.

Le dispositif de surveillance repose sur deux niveaux : les agences qui maîtrisent avec la connaissance de la relation et l'équipe du siège qui s'assure de la qualité des contrôles réalisés en agence, qui analyse les doutes et les déclare éventuellement à TRACFIN.

Pour l'année 2010, la cellule, a opéré le contrôle des opérations des clients pouvant être suspectes au regard de la réglementation et a participé au traitement des fraudes.

Parallèlement, elle a poursuivi la mise en application des nouvelles dispositions issues de l'ordonnance du 30 janvier 2009 et des textes d'application transposant en droit français la 3ème Directive européenne.

En premier lieu, le contrôle des opérations a amené la cellule LAB /FT à déclarer auprès de TRACFIN un nombre stable de déclarations de soupçon relatives à des opérations pouvant être suspectes au sens de la réglementation.

En deuxième lieu, les principales évolutions procédurales sont les suivantes.

- La mise en œuvre de l'approche par les risques.

La mise en œuvre des obligations de vigilance est modulée en fonction du degré d'exposition au risque de blanchiment ou de financement du terrorisme auquel le groupe Crédit Coopératif est confronté. La cellule LAB a entrepris de classer les clients selon le niveau de risques qu'ils présentent, ceci, en tenant compte notamment de la classification opérée par le législateur lui-même pour certains clients, produits, activités (vigilance normale, simplifiée ou renforcée).

- La structuration de l'entrée en relation avec le client pour un meilleur profilage.

Le groupe Crédit Coopératif doit intégrer dorénavant toutes les informations pertinentes relatives à l'objet et à la nature de la relation d'affaires avec ses clients (activité, surface financière, fonctionnement du compte prévisionnel etc), ces éléments devant lui faciliter l'examen attentif des opérations en veillant à leur cohérence avec la connaissance actualisée des clients.

- L'actualisation des procédures internes compte tenu de l'évolution réglementaire.

Les procédures applicables à l'intention de l'ensemble du réseau et des services du siège ont été entièrement mises à jour au 30 juin 2010, conformément à la demande de l'Autorité de Contrôle Prudentiel.

- la mise à jour du questionnaire Anti-money laundering (AML) a été opérée, et mise en ligne sur le site international de bankers almanac.

En troisième lieu, il a été recensé près d'une cinquantaine de fraudes, principalement des chèques détournés et falsifiés, et des faux ordres de virements.

Si la plupart de ces derniers a pu être arrêtée grâce aux contrôles effectués par les agences, la connaissance tardive du caractère frauduleux des détournements de chèques a empêché que certains d'entre eux puissent être rejetés dans les délais, le montant de ces situations s'élève à 354 K€.

1- Plan de Continuité d'Activité (PCA) :

- Des exercices ont été réalisés au 2nd semestre 2009 :

Exercices de type S3 - Indisponibilité durable de personnel : utilisateurs en télétravail en septembre, dans le cadre du risque potentiel de pandémie grippe A.

Un exercice de type S1 - Indisponibilité du système d'information : basculement de la téléphonie ToIP fin novembre.

Un exercice de type S2 - Indisponibilité des locaux : une journée repli d'utilisateurs à Levallois-Perret début décembre.

- Événements intervenus au 1^{er} semestre 2010 :

Pandémie grippale :

Le risque de pandémie s'est éloigné et la situation au Crédit Coopératif n'a pas été critique.

Des points positifs ont été recensés :

- sensibilisation à la problématique pandémie et autre scénario de type S3 ;
- développement des mesures d'hygiène au-delà du scénario Grippe A ;
- stock de masques à niveau ;
- développement des possibilités de télétravail, avec conservation d'un stock d'ordinateurs portables au siège.

Préparation de la mise en place de la Politique de Continuité d'Activité Groupe (POCA-G), dont la Charte (document fondateur) a été validée par le Directoire BPCE le 7 avril 2010.

- Principales actions prévues au 2nd semestre 2010 :

Campagne de maintien en condition opérationnelle (MCO) du PCA lancée en juillet pour les unités critiques.

Participation au maintien en condition des risques opérationnels SSI et PCA, dans le cadre du nouveau référentiel Groupe de cartographie des risques.

Déplacement de la salle informatique sur le site de production secondaire de St Ouen, avec mise aux normes : implantation des équipements, câblage, détection et extinction d'incendie.

Exercices prévus :

Exercice S2 – Indisponibilité des locaux : en novembre, repli d'utilisateurs à Levallois-Perret.

Exercice S1 – Indisponibilité du SI : fin novembre, après le déplacement de la salle informatique de St Ouen.

Exercice de Place possible : crue centennale.

2- Sécurité des Systèmes d'Information (SSI) :

- Événements intervenus au 1^{er} semestre 2010 :

Sécurité de la banque en ligne et des paiements CB sur Internet :

- mise en place progressive de l'authentification renforcée par mot de passe à usage unique pour la banque en ligne ;
- sécurisation des paiements CB sur Internet (norme 3DSecure) par saisie de la date de naissance ou d'un mot de passe à usage unique.

Participation à la définition de la Politique de Sécurité des SI Groupe (PSSI-G), dont la Charte (document fondateur) a été validée par le Directoire BPCE le 7 avril 2010. Transposition faite pour le Crédit Coopératif.

Nouveau Règlement intérieur et Charte d'utilisation des ressources informatiques au 1^{er} juillet 2010, en liaison avec la DRH et les instances de représentation du personnel.

Audits de vulnérabilités et tests d'intrusion sur nos infrastructures.

- Principales actions prévues au 2nd semestre 2010 :

Classification et contrôle des actifs informatiques.

Participation au maintien en condition des risques opérationnels SSI et PCA, dans le cadre du nouveau référentiel Groupe de cartographie des risques. Participation aux travaux de contrôle permanent des unités du siège.

5. LES PERSPECTIVES

Concernant l'évolution de l'activité au second semestre 2010, il n'est pas anticipé de rupture par rapport aux tendances observées à ce jour, ce qui devrait permettre au PNB de poursuivre sa croissance, à un rythme satisfaisant malgré des perspectives d'aplatissement de la courbe des taux qui ne sont pas de nature à conforter le taux de marge.

Par ailleurs la situation d'économie affichée par les frais généraux au 30 Juin, témoigne d'une maîtrise des coûts de fonctionnement qui laisse augurer d'un exercice 2010 caractérisé par une progression modérée des charges.

En conclusion c'est le coût du risque qui sera l'élément déterminant pour le résultat 2010 : à ce stade les chiffres des trimestres précédents donnent à penser que l'effort de provisionnement a atteint son plus haut fin 2009, début 2010 et qu'on est à présent revenu à un niveau de dotation, certes encore élevé mais qui tend progressivement à se rapprocher de ce qu'il était avant la crise.

Si ces hypothèses se confirment, l'exercice 2010 pourrait au final faire apparaître par rapport à l'an dernier un bénéfice en évolution nettement plus positive que celle qui ressort des résultats semestriels.

Comptes consolidés du **Groupe Crédit Coopératif**
au 30 juin 2010

BILAN CONSOLIDE

Actif

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2010	31/12/2009
Caisse, Banques Centrales		176 332	136 745
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat	4.1.1	21 492	15 533
Instruments dérivés de couverture		31 145	32 139
Actifs financiers disponibles à la vente	4.2	1 006 381	1 095 128
Prêts et créances sur établissements de crédit	4.4.1	1 295 392	1 110 337
Prêts et créances sur la clientèle	4.4.2	8 480 777	8 136 469
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	0
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		588 963	592 800
Actifs d'impôts courants		1 056	11 157
Actifs d'impôts différés		16 097	15 930
Comptes de régularisation et actifs divers		266 121	243 332
Actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Participation aux bénéfices différée			
Participations dans les entreprises mises en équivalence		32 385	31 997
Immeubles de placement		16 260	20 887
Immobilisations corporelles		131 578	117 130
Immobilisations incorporelles		18 687	16 404
Ecarts d'acquisition	4.5	4 508	4 514
Total de l'actif		12 087 176	11 580 502

Passif

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	30/06/2010	31/12/2009
Banques centrales		0	0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1.2	21 229	9 996
Instruments dérivés de couverture		6 079	11 701
Dettes envers les établissements de crédit	4.6.1	1 296 895	1 012 624
Dettes envers la clientèle	4.6.2	5 587 763	5 916 431
Dettes représentées par un titre	4.7	3 259 546	2 776 246
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0	0
Passifs d'impôts courants		6 861	730
Passifs d'impôts différés		7 630	11 668
Comptes de régularisation et passifs divers		411 511	405 259
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance		0	0
Provisions	4.8	29 535	25 550
Dettes subordonnées	4.9	212 305	240 409
Capitaux propres		1 247 822	1 169 888
Capitaux propres part du groupe		1 105 808	1 035 780
Capital et réserves liées		903 965	823 856
Réserves consolidées		151 278	149 131
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		40 394	40 660
Résultat de l'exercice		10 171	22 133
Intérêts minoritaires		142 014	134 108
Total du passif		12 087 176	11 580 502

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en milliers d'euros</i>	Notes	1 er semestre 2010	1 er semestre 2009
Intérêts et produits assimilés	5.1	211 289	247 285
Intérêts et charges assimilées	5.1	(78 829)	(120 435)
Commissions (produits)	5.2	77 405	75 182
Commissions (charges)	5.2	(29 202)	(26 004)
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	(1 905)	(2 403)
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	5.4	428	1 501
Produits des autres activités	5.5	10 443	7 634
Charges des autres activités	5.5	(1 768)	(3 108)
Produit net bancaire		187 861	179 652
Charges générales d'exploitation	5.6	(131 720)	(129 118)
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(6 606)	(7 492)
Résultat brut d'exploitation		49 535	43 042
Coût du risque	5.7	(32 303)	(27 212)
Résultat d'exploitation		17 232	15 830
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5.8	1 119	1 353
Gains ou pertes sur autres actifs		9	724
Variations de valeur des écarts d'acquisition		0	0
Résultat avant impôts		18 360	17 907
Impôts sur le résultat	5.9	(6 384)	(4 635)
Résultat net d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession		0	0
Résultat net		11 976	13 272
Résultat net part du groupe		10 171	12 760
Intérêts minoritaires		1 805	512

RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Résultat net	11 976	13 272
Ecarts de conversion	30	(150)
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(162)	(26 856)
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>	435	(27 994)
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>	(597)	1 138
Variations de valeur des instruments dérivés de couverture	297	1 582
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>	402	1 582
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>	(105)	0
Quote part de gains et pertes latents comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	13	0
<i>Variations de valeur de la période affectant les capitaux propres</i>	13	0
<i>Variations de valeur de la période rapportée au résultat</i>	0	0
Impôts	(8)	(4 237)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôt)	170	(29 661)
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement capitaux propres	12 146	(16 389)
Part du groupe	9 905	(18 069)
Intérêts minoritaires	2 241	1 680

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>en milliers d'euros</i>	Capital et réserves liées		Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Réserves		Réserves de conversion	Variation de juste valeur des instruments					
					Actifs financiers disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture				
Capitaux propres au 31 décembre 2008	425 413	285 491	145 785	(592)	31 559	1 526	22 193	911 374	120 276	1 031 650
Affectation du résultat de l'exercice 2008		2 815	19 378				(22 193)	0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2009	425 413	288 306	165 163	(592)	31 559	1 526	0	911 374	120 276	1 031 650
<u>Mouvements liés aux relations avec les actionnaires</u>										
Augmentation de capital	41 837							41 837	10 232	52 069
Reclassement								0		0
Composante en capitaux propres des plans de paiements sur base d'action								0		0
Distribution			(14 798)					(14 798)	(217)	(15 015)
Effet des fusions								0		0
Effet des participations croisées des filiales et établissements associés sur la mère	68 300		(1 250)					67 050		67 050
Sous-total	110 137	0	(16 048)	0	0	0	0	94 089	10 015	104 104
<u>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</u>			0	50	6 373	1 745		8 167	1 423	9 590
<u>Autres variations</u>										
Résultat							22 133	22 133	2 529	24 662
Autres variations			16					16	(135)	(119)
Sous-total	0		16	0	0	0	22 133	22 149	2 394	24 543
Capitaux propres au 31 décembre 2009	535 550	288 306	149 131	(542)	37 932	3 271	22 133	1 035 780	134 108	1 169 888
Affectation du résultat de l'exercice 2009		2 821	19 312				(22 133)	0		0
Capitaux propres au 1er janvier 2010	535 550	291 127	168 444	(542)	37 932	3 271	0	1 035 780	134 108	1 169 888
<u>Mouvements liés aux relations avec les actionnaires</u>										
Augmentation de capital et effet des acquisitions / cessions sur les intérêts	208 163		(458)					207 705	5 910	213 615
Reclassement								0		0
Composante en capitaux propres des plans de paiements sur base d'action								0		0
Distribution			(13 745)					(13 745)	(207)	(13 952)
Effet des fusions								0		0
Effet des participations croisées des filiales et établissements associés sur la mère	(130 875)		(2 963)					(133 838)		(133 838)
Sous-total	77 288	0	(17 166)	0	0	0	0	60 122	5 704	65 826
<u>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</u>				30	(491)	195		(266)	436	170
<u>Autres variations</u>										
Résultat							10 171	10 171	1 805	11 976
Autres variations								0	(40)	(40)
Sous-total	0	0	0	0	0	0	10 171	10 171	1 765	11 936
Capitaux propres au 30 juin 2010	612 838	291 127	151 278	(512)	37 441	3 465	10 171	1 105 808	142 014	1 247 822

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Résultat avant impôts	18 360	17 907
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	6 606	7 491
Dépréciation des écarts d'acquisition	2 288	827
Dotations nettes aux provisions et aux dépréciations	26 021	22 877
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	(1 119)	(1 353)
Pertes nettes/gains nets sur activités d'investissement	(442)	(2 405)
Produits/charges des activités de financement	0	0
Autres mouvements	5 500	1 024
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	38 854	28 462
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	112 404	(87 354)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(678 695)	(663 241)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	476 032	(202 901)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	(339)	188 571
Impôts versés	(10 435)	(2 713)
Augmentation/(Diminution) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(101 033)	(767 638)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité opérationnelle (A)	(43 819)	(721 268)
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(30 762)	556 640
Flux liés aux immeubles de placement	4 163	(65)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(23 337)	(28 248)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement (B)	(49 936)	528 328
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	194 956	(14 349)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	(27 401)	(80 846)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement (C)	167 555	(95 195)
Effet de la variation des taux de change (D)	1	1
Flux nets de trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	73 801	(288 136)
Caisse et banques centrales (solde net des comptes actifs et passifs)	136 738	225 804
Opérations à vue avec les établissements de crédit (solde net des comptes actifs et passifs)	662 938	364 047
Trésorerie à l'ouverture	799 676	589 851
Caisse et banques centrales (solde net des comptes actifs et passifs)	176 333	114 644
Opérations à vue avec les établissements de crédit (solde net des comptes actifs et passifs)	697 144	187 071
Trésorerie à la clôture	873 477	301 715
Variation de la trésorerie nette	73 801	(288 136)

Annexe aux états financiers du Groupe

NOTE 1 – PRINCIPES D'ELABORATION DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

1.1 Présentation des états financiers et date de la situation intermédiaire

Présentation des états financiers consolidés semestriels

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2009 R 04 du 2 juillet 2009 du Conseil National de la Comptabilité.

Date de la situation intermédiaire

Les comptes consolidés du Groupe sont établis à partir des comptes du 30 juin 2010 des sociétés incluses dans le périmètre du Groupe Crédit Coopératif. Les états financiers consolidés du Groupe ont été arrêtés par le conseil d'administration du 27 août 2010.

1.2 Information sur les règles et principes comptables

Conformément au règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe Crédit Coopératif a établi ses comptes consolidés au titre du 1^{er} semestre 2010 en conformité avec le référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant donc certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture⁽¹⁾.

Ce jeu résumé d'états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2010 a été préparé conformément à la norme IAS 34, « information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments les plus significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les états financiers du Groupe au 31 décembre 2009.

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2009 du Groupe Crédit Coopératif ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2010. Les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire en 2010 n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Enfin, le Groupe Crédit Coopératif n'anticipe pas l'application de normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne lorsque ce choix relève d'une option, sauf mention spécifique.

1.3 – Recours à des estimations

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 30 juin 2010, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

¹ Ce référentiel est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission
CREDIT COOPERATIF - ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 2009

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation ;
- le montant des dépréciations des actifs financiers, et plus particulièrement les dépréciations sur base individuelle ou calculées sur la base de portefeuilles ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne logement ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs ;
- les impôts différés ;
- les tests de dépréciations des écarts d'acquisition.

NOTE 2 – FAITS CARACTERISTIQUES DU SEMESTRE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Emission de Certificats coopératifs d'investissement

L'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé d'augmenter le capital de 50 M€ par l'émission réservée à Natixis de 3 278 688 certificats coopératifs d'investissement nominatifs de 15,25€ émis à la valeur nominale et libérés en numéraire intégralement à la souscription. L'émission effective a eu lieu à la date du 7 juin 2010. Le taux de détention de Natixis du capital du Crédit Coopératif est de 20%.

Résiliation de swaps de taux de macro-couverture

L'analyse du risque global de taux a conduit la direction financière du Crédit Coopératif à dénouer une partie des swaps de macro-couverture classés en normes IFRS en couverture de flux de trésorerie. Suite à ces résiliations, une variation de juste valeur de 3,5 millions d'euros a été constatée dans le compte de résultat.

Rationalisation de l'organisation du Groupe BPCE

Prévu dès la constitution du groupe BPCE le 31 juillet 2009, le projet de fusion-absorption de BP Participations et de CE Participations avec BPCE a été approuvé le 3 juin 2010 par le conseil de surveillance de BPCE et les conseils d'administration des holdings de participations. Cette opération sera effective à l'issue des assemblées générales des trois sociétés qui se dérouleront le 5 août 2010.

Finalisant le processus de création de BPCE, elle simplifiera l'organigramme du groupe BPCE et marquera une étape importante dans la mise en œuvre du plan stratégique du groupe BPCE.

Opérations postérieures au 30 juin 2010, ayant une incidence sur les comptes du Groupe Crédit Coopératif

- **Augmentation de capital de BP Participations**

L'Assemblée Générale Extraordinaire de BP Participations réunie le 30 juin 2010 a approuvé une augmentation de capital en numéraire (avec droit préférentiel de souscription) d'un montant de 7 102 milliers d'euros souscrite en juillet 2010 par le Crédit Coopératif à hauteur de 143 milliers d'euros.

- **Augmentation de capital de BPCE**

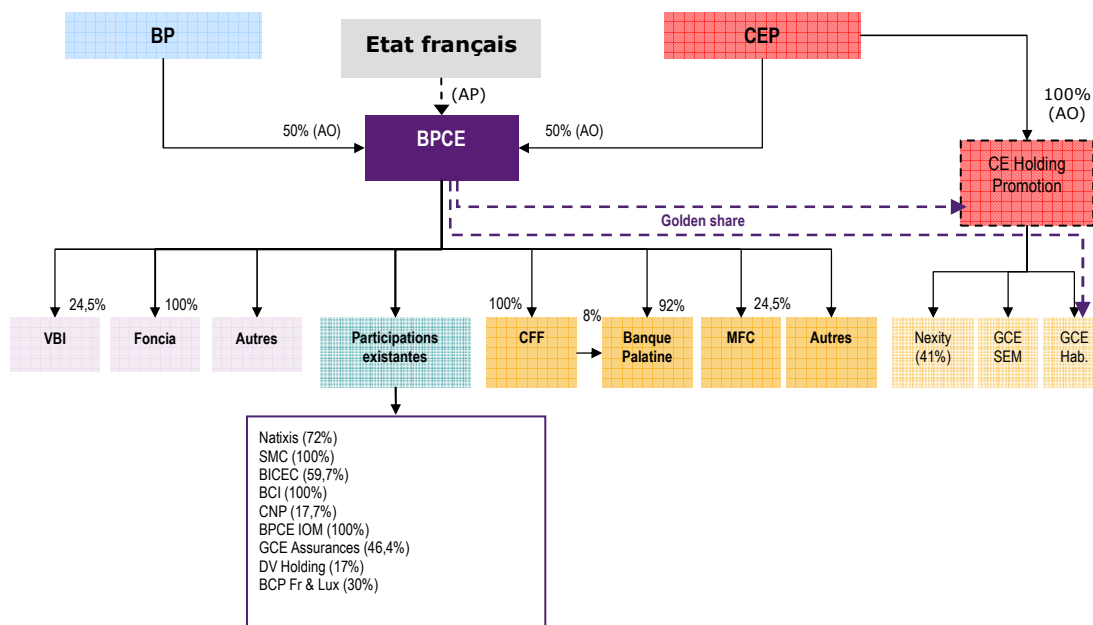
Le 5 août 2010, BPCE a procédé à une augmentation de capital en numéraire de 965 312 milliers d'euros réservée aux Banques Populaires.

- **Fusion-absorption de BP Participations et CE Participations par BPCE**

Le 5 août 2010, les deux holdings de participations (CE Participations et BP Participations) ont fait l'objet d'une fusion-absorption par BPCE, opération rétroactive au 1^{er} janvier 2010.

Cette opération sera rémunérée par des actions ordinaires A (pour les Caisses d'Épargne) et B (pour les Banques Populaires) et constituera pour le Crédit Coopératif à un échange de titres dont les impacts au compte de résultat (plus ou moins-value d'échange) seront présentés en *Gains et Pertes sur Actifs Immobilisés*.

Le 5 août 2010, à l'issue de ces opérations, le Groupe BPCE sera structuré de la façon suivante :



Augmentation de capital de BPCE

En août 2010, à l'issue des opérations de fusion, BPCE procèdera à une augmentation de capital en numéraire de 1 807 M€ souscrite à parité par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne.

NOTE 3 – INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe Crédit Coopératif est structuré en trois secteurs :

- la banque de proximité,
- la gestion d'actifs pour compte de tiers, ce secteur est représenté par la filiale Ecofi-Investissements,
- le capital investissement, qui regroupe les activités de la filiale BTP Capital investissement, de la société Esfin mise en équivalence.

L'information sectorielle porte sur des agrégats financiers issus du bilan et du compte de résultat et rapprochés des états financiers.

3.1 Compte de résultat

en milliers d'euros	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Total Groupe	
	30/06/2010	30/06/2009	30/06/2010	30/06/2009	30/06/2010	30/06/2009	30/06/2010	30/06/2009
Produit net bancaire	177 530	169 137	10 092	10 264	239	251	187 861	179 652
Frais généraux et assimilés	-127 732	-126 526	-10 352	-9 689	-242	-395	-138 326	-136 610
Résultat brut d'exploitation	49 798	42 791	-260	395	-3	-144	49 535	43 042
Résultat courant avant impôt	18 804	17 476	-260	395	-184	36	18 360	17 907

3.2 Bilan

Actif

<i>en milliers d'euros</i>	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Total Groupe	
	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2009
Actifs à la juste valeur par le résultat	21 492	15 533	0	0	0	0	21 492	15 533
Actifs financiers disponibles à la vente	955 921	1 053 146	20 798	13 833	29 662	28 150	1 006 381	1 095 129
Prêts et créances sur Ets de crédit	1 295 299	1 109 625	93	72	0	640	1 295 392	1 110 337
Prêts et créances sur la clientèle	8 480 777	8 136 368	0	0	0	101	8 480 777	8 136 469
Actifs financ.détenus jusqu'à l'échéance	588 963	592 800	0	0	0	0	588 963	592 800
Ecart d'acquisition	900	155	3 608	3 608	0	751	4 508	4 514
Autres actifs	669 551	598 527	3 622	7 607	16 490	19 586	689 663	625 720
TOTAL ACTIF	12 012 903	11 506 154	28 121	25 120	46 152	49 228	12 087 176	11 580 502

Passif

<i>en milliers d'euros</i>	Banque de proximité		Gestion d'actifs pour compte de tiers		Capital investissement		Total Groupe	
	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2009	30/06/2010	31/12/2009
Passifs financiers à la JV par résultat	21 229	9 996	0	0	0	0	21 229	9 996
Dettes envers les Ets de crédit	1 296 895	1 012 624	0	0	0	0	1 296 895	1 012 624
Dettes envers la clientèle	5 587 763	5 916 431	0	0	0	0	5 587 763	5 916 431
Dettes représentées par un titre	3 259 546	2 776 246	0	0	0	0	3 259 546	2 776 246
Dettes subordonnées	212 305	240 409	0	0	0	0	212 305	240 409
Autres passifs	1 635 165	1 550 448	28 121	25 120	46 152	49 228	1 709 438	1 624 796
TOTAL PASSIF	12 012 903	11 506 154	28 121	25 120	46 152	49 228	12 087 176	11 580 502

NOTE 4 – NOTES RELATIVES AU BILAN

4.1 Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

4.1.1 - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010			31/12/2009		
	Transaction	Sur option	Total	Transaction	Sur option	Total
Effets publics et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	213	213	0	222	222
Titres à revenu fixe	0	213	213	0	222	222
Actions et autres titres à revenu variable	103	7 676	7 779	234	7 623	7 857
Prêts aux établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Prêts à la clientèle	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Dérivés de transaction	13 500	0	13 500	7 454	0	7 454
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	13 603	7 889	21 492	7 688	7 845	15 533

4.1.2 - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Opérations de pension	0	0
Autres passifs financiers	0	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	0
Dérivés de transaction	15 964	9 996
Comptes à terme et emprunts interbancaires	0	0
Comptes à terme et emprunts à la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre	5 265	0
Dettes subordonnées	0	0
Opérations de pension	0	0
Passifs financiers à la juste valeur sur option	5 265	0
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	21 229	9 996

4.2 Actifs financiers disponibles à la vente

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Titres à revenu fixe	675 566	618 514
Actions et autres titres à revenu variable	384 581	529 070
Créances rattachées	6 743	6 135
Titres disponibles à la vente	1 066 890	1 153 720
Prêts aux établissements de crédit et à la clientèle	0	0
Créances rattachées	0	0
Autres	0	0
Prêts disponibles à la vente	0	0
Montant brut des actifs financiers disponibles à la vente	1 066 890	1 153 720
Dépréciations	(60 509)	(58 592)
Prêts et créances	0	0
Titres à revenu fixe	(48 913)	(46 937)
Titres à revenu variable	(11 596)	(11 655)
Total des actifs financiers disponibles à la vente	1 006 381	1 095 128
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (avant impôt)	41 646	41 808

Les actifs financiers disponibles à la vente sont dépréciés en présence d'indices de pertes de valeur lorsque le Groupe estime que son investissement pourrait ne pas être recouvré. Pour les titres à revenu variable cotés, une baisse de plus de 50 % par rapport au coût historique ou depuis plus de 24 mois constituent des indices de perte de valeur.

Les participations détenues dans BPCE et dans BP Participations sont inscrites sur la ligne « Actions et autres titres à revenu variable » pour un montant respectif de 189 961 milliers d'euros et 600 milliers d'euros au 30 juin 2010.

4.3 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

Instrument valorisés à partir de prix cotés (non ajusté) sur un marché actif (niveau 1)

Il s'agit notamment des titres cotés et des dérivés sur marchés organisés, comme les futures et les options, qui se situent dans des zones de liquidité pouvant être démontrées comme telles (marché actif). L'ensemble des transactions négociées par le Crédit Coopératif sur des marchés listés entre dans cette catégorie.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)

- Instruments simples

Un certain nombre de produits, en particulier les dérivés de gré à gré, swaps de taux standard, accords de taux futurs, caps, floors et options simples sont valorisés à partir de modèle de valorisation. Les valorisations obtenues peuvent s'appuyer sur des paramètres observables et sur des modèles reconnus comme des standards de place (méthode d'actualisation du cash flow futur, technique d'interpolation) pour l'instrument financier concerné.

Pour ces instruments, le caractère répandu des modèles et le caractère observable des paramètres ont été documentés.

- Instruments complexes

Certains instruments financiers complexes, et/ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle interne reconnu et utilisant des paramètres de marché calibrés à partir de données observables telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options, de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant des paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, de produits hybrides de taux, de swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- la plupart des instruments issus de titrisations : les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

	30/06/2010			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	Total
<i>en milliers d'euros</i>				
ACTIFS FINANCIERS				
Titres	103	0	0	103
Instruments dérivés	0	13 500	0	13 500
Autres actifs financiers	0	0	0	0
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	103	13 500	0	13 603
Titres	7 889	0	0	7 889
Autres actifs financiers	0	0	0	0
Actifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	7 889	0	0	7 889
Titres	433 275	573 106	0	1 006 381
Autres actifs financiers	0	0	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	433 275	573 106	0	1 006 381
PASSIFS FINANCIERS				
Titres	0	0	0	0
Instruments dérivés	0	15 964	0	15 964
Autres passifs financiers	0	0	0	0
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	0	15 964	0	15 964
Titres	0	0	0	0
Autres passifs financiers	0	5 265	0	5 265
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	0	5 265	0	5 265

4.4 Prêts et créances

Il s'agit des actifs financiers non dérivés à paiement fixe ou déterminable qui ne sont pas traités sur un marché actif. La grande majorité des crédits accordés par le Groupe est classée dans cette catégorie.

4.4.1 - Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Prêts et créances sains	1 295 392	1 110 337
Dépréciations sur base de portefeuilles	0	0
Prêts et créances sains nets	1 295 392	1 110 337
Prêts et créances en défaut	1 140	998
Dépréciations individuelles	(1 140)	(998)
Prêts et créances en défaut nets	0	0
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	1 295 392	1 110 337

4.4.2 - Prêts et créances sur la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Prêts et créances sains	8 211 564	7 901 867
Dépréciations sur base de portefeuilles	(22 543)	(22 543)
Dépréciations individuelles	(372)	(382)
Prêts et créances sains nets	8 188 649	7 878 942
Prêts et créances en défaut	572 788	514 329
Dépréciations individuelles	(280 660)	(256 803)
Prêts et créances en défaut nets	292 128	257 527
Total des prêts et créances sur la clientèle	8 480 777	8 136 469

Décomposition des prêts et créances sains sur la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Comptes ordinaires débiteurs	622 969	478 646
Crédits de trésorerie et de consommation	531 666	577 668
Crédits à l'équipement	4 942 861	4 851 460
Crédits au logement	715 751	680 939
Crédits à l'exportation	3 004	3 850
Autres crédits	335 256	324 817
Opérations de pension	79 150	22 013
Autres concours à la clientèle	6 607 688	6 460 747
Titres assimilés à des prêts et créances	31 451	27 389
Opérations de location-financement	910 661	903 612
Opérations d'affacturage	0	0
Autres prêts et créances sur la clientèle	2 768	444
Créances rattachées	36 027	31 029
Total des prêts et créances sains sur la clientèle	8 211 564	7 901 867

4.5 Ecarts d'acquisition

<i>en milliers d'euros</i>	Exercice 2010	Exercice 2009
Valeur brute à l'ouverture	4 514	4 506
Acquisitions	0	0
Cessions	0	0
Ecarts de conversion	-6	8
Autres variations	0	0
Valeur brute à la clôture	4 508	4 514
Cumul des pertes de valeur à la clôture		
Valeur nette à la clôture	4 508	4 514

Ecart d'acquisition par unité génératrice de trésorerie

<i>en milliers d'euros</i>	Valeur nette comptable	
	30/06/2010	31/12/2009
Ecofi Investissements	3 546	3 546
Intercop Location	217	217
TISE	745	751
Total des écarts d'acquisition	4 508	4 514

4.6 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

4.6.1 – Dettes envers les établissements de crédit

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Comptes ordinaires créditeurs	261 991	34 617
Comptes à vue	0	0
Opérations de pension	0	0
Dettes à vue envers les établissements de crédit	0	0
Emprunts et comptes à terme	1 029 212	973 539
Opérations de pension	0	0
Dettes à terme envers les établissements de crédit	1 029 212	973 539
Dettes rattachées	5 692	4 468
Total des dettes envers les établissements de crédit	1 296 895	1 012 624

4.6.2 – Dettes envers la clientèle

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Comptes ordinaires créditeurs	3 783 844	4 098 235
Livret A	128 630	91 940
PEL / CEL	98 272	98 839
Autres comptes d'épargne à régime spécial	1 131 187	1 092 047
Comptes d'épargne à régime spécial	1 358 089	1 282 826
Comptes et emprunts à vue	0	0
Comptes et emprunts à terme	135 239	131 822
Autres comptes de la clientèle	135 239	131 822
A vue	0	0
A terme	170 866	265 839
Opérations de pension	170 866	265 839
Autres dettes envers la clientèle	122 356	124 458
Dettes rattachées	17 369	13 251
Total des dettes envers la clientèle	5 587 763	5 916 431

4.7 Dettes représentées par un titre

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Emprunts obligataires	311 523	310 993
Titres du marché interbancaire	24 137	22 701
Titres de créances négociables	2 768 292	2 371 535
BMTN	1 335 667	1 283 457
CDN	1 432 625	1 088 078
Autres dettes représentées par un titre	127 581	49 473
Dettes rattachées	28 013	21 544
Total des dettes représentées par un titre	3 259 546	2 776 246

4.8 Provisions

	31/12/2009	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	30/06/2010
<i>en milliers d'euros</i>					
Provisions pour engagements sociaux	2 279	336	-24	-53	2 538
Provisions pour activité d'épargne-logement	1 602	0	-194	0	1 408
Provisions pour engagements hors bilan	9 608	4 519	-882	0	13 245
Provisions pour activités de promotion immobilière	0	0	0	0	0
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0
Provisions pour litiges	9 164	357	-54	0	9 467
Autres	2 897	691	-711	0	2 877
Autres provisions	23 271	5 567	-1 841	0	26 997
Total des provisions	25 550	5 903	-1 865	-53	29 535

4.9 Dettes subordonnées

	30/06/2010	31/12/2009
<i>en milliers d'euros</i>		
Dettes subordonnées à durée déterminée	127 885	155 615
Dettes subordonnées à durée indéterminée	32 868	32 868
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0	0
Actions de préférence	0	0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	49 159	48 808
Dettes rattachées	2 393	3 118
Total des dettes subordonnées	212 305	240 409

Evolution des dettes subordonnées au cours de l'exercice

	31/12/2009	Emission	Remboursement	Conversion	Variation de périmètre	Autres (1)	30/06/2010
<i>en milliers d'euros</i>							
Autres dettes subordonnées à durée déterminée	155 615	0	(30 000)	0	0	2 270	127 885
Titres subordonnés	155 615	0	(30 000)	0	0	2 270	127 885
Emprunts subordonnés	0	0	0	0	0	0	0
Autres dettes subordonnées à durée indéterminée	32 868	0	0	0	0	0	32 868
Titres subordonnés	22 868	0	0	0	0	0	22 868
Emprunts subordonnés	10 000	0	0	0	0	0	10 000
Total	188 483	0	(30 000)	0	0	2 270	160 753

(1) Les autres mouvements sur les dettes subordonnées à durée déterminée correspondent à la réévaluation des dettes couvertes en juste valeur.

4.10 Actions ordinaires et instruments de capitaux propres émis

Parts sociales et certificats coopératifs d'investissements

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010			31/12/2009		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
Valeur à l'ouverture	28 643 421	15,25 €	436 812	25 900 000	15,25 €	394 975
Variation	1 789 450	15,25 €	27 289	2 743 421	15,25 €	41 837
Valeur à la clôture	30 432 871	15,25 €	464 101	28 643 421	15,25 €	436 812
Certificats coopératifs d'investissement						
Valeur à l'ouverture	6 475 001	15,25 €	98 744	6 475 001	15,25 €	98 744
Variations	3 278 688	15,25 €	50 000	0		0
Valeur à la clôture	9 753 689	15,25 €	148 744	6 475 001	15,25 €	98 744

NOTE 5 – NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

5.1 Produits et charges d'intérêt

<i>en milliers d'euros</i>	1 er semestre 2010			1 er semestre 2009		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Prêts et créances	163 006	(30 462)	132 544	187 997	(44 306)	143 691
Sur les établissements de crédit	4 800	(9 153)	(4 353)	10 015	(14 749)	(4 734)
Sur la clientèle	146 444	(21 309)	125 135	156 326	(29 557)	126 769
Opérations de location financement	11 762	(0)	11 762	21 656	0	21 656
Banque Centrale	605	0	605	904	0	904
Dettes subordonnées		(4 275)	(4 275)		(4 714)	(4 714)
Instruments dérivés de couverture	5 871	(1 747)	4 124	3 187	(2 465)	722
Intérêts sur titres	41 603	(42 345)	(742)	55 668	(68 950)	(13 282)
Intérêts sur créances dépréciées y compris créances restructurées	204		204	(472)		(472)
Autres	0		0	0		0
Total	211 289	(78 829)	132 460	247 285	(120 435)	126 850

5.2 Produits et charges de commissions

<i>en milliers d'euros</i>	1 er semestre 2010			1 er semestre 2009		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Opérations interbancaires et de trésorerie	141	(161)	(20)	57	(77)	(20)
Opérations avec la clientèle	23 880	(998)	22 882	23 405	(609)	22 796
Prestations de services financiers	4 450	(2 462)	1 988	3 892	(1 972)	1 920
Opérations sur moyens de paiement	33 194	(24 533)	8 661	29 324	(22 145)	7 179
Opérations sur titres	947	(14)	933	884	(11)	873
Activités de fiducie	14 073	(941)	13 132	16 930	(1 115)	15 815
Opérations sur instruments financiers et de hors	488	(93)	395	538	(75)	463
Autres commissions	232	0	232	152	0	152
Total	77 405	(29 202)	48 203	75 182	(26 004)	49 178

5.3 Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>en milliers d'euros</i>	1 er semestre 2010	1 er semestre 2009
Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (hors dérivés de couverture)	(1 480)	(570)
Résultat sur instruments financiers de transaction	(1 189)	(1 102)
<i>dont dérivés de transaction</i>	<i>(1 274)</i>	<i>(1 151)</i>
Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat sur option	(401)	328
Autres	110	204
Résultat sur opérations de couverture	(425)	(1 833)
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	3	63
Inefficacité de la couverture de juste valeur	(428)	(1 896)
<i>Variation de juste valeur de l'instrument de couverture</i>	<i>(11 865)</i>	<i>944</i>
<i>Variation de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts</i>	<i>11 437</i>	<i>(2 840)</i>
Total des gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	(1 905)	(2 403)

5.4 Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>en milliers d'euros</i>	1 er semestre 2010	1 er semestre 2009
Résultats de cession	440	343
Dividendes reçus	457	4 560
Dépréciation durable des titres à revenu variable	(469)	(3 402)
Total des gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	428	1 501

5.5 Produits et charges des autres activités

<i>en milliers d'euros</i>	1 er semestre 2010			1 er semestre 2009		
	Produits	Charges	Nets	Produits	Charges	Nets
Produits et charges des activités d'assurance	0	0	0	0	0	0
Opérations de location financement	4 311	0	4 311	0	(1 658)	(1 658)
Opérations de location simple	1 812	(1 335)	477	3 884	(1 175)	2 709
Immeubles de placement	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations hors exploitation	0	(5)	(5)	0	(5)	(5)
Produits et charges des activités immobilières	6 123	(1 340)	4 783	3 884	(2 838)	1 046
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	4 320	(428)	3 892	3 750	(270)	3 480
Total des produits et charges des autres activités	10 443	(1 768)	8 675	7 634	(3 108)	4 526

5.6 Charges générales d'exploitation

<i>en milliers d'euros</i>	1 er semestre 2010	1 er semestre 2009
Charges de personnel		
Salaires et traitements	(46 125)	(45 226)
Avantages de retraite et autres	(5 850)	(5 879)
Charges sociales	(19 971)	(18 993)
Intéressement et participation	(2 252)	(2 231)
Impôts et taxes liés aux rémunérations	(6 651)	(6 130)
Autres	332	(217)
Charges de personnel	(80 517)	(78 675)
Impôts et taxes	(4 805)	(4 181)
Services extérieurs	(45 992)	(41 765)
Charges liées aux fusions	0	0
Autres	(405)	(4 497)
Autres frais administratifs	(51 203)	(50 443)
Total des charges générales d'exploitation	(131 720)	(129 118)

5.7 Coût du risque

1 er semestre 2010					
<i>en milliers d'euros</i>	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Provisions	(5 174)	1 285			(3 889)
Engagement de financement	(4 521)	883			(3 638)
Autres provisions	(653)	402			(251)
Dépréciations des actifs financiers	(55 726)	27 079	(320)	687	(28 280)
Prêts et créances	(53 968)	26 959	(320)	687	(26 642)
<i>Dépréciations individuelles</i>	(53 968)	26 959	(320)	687	(26 642)
<i>Dépréciations sur base de portefeuilles</i>	0	0			0
Actifs financiers disponibles à la vente	(1 758)	120			(1 638)
Autres	(134)	0			(134)
Coût du risque	(61 034)	28 364	(320)	687	(32 303)

1 er semestre 2009					
<i>en milliers d'euros</i>	Dotations	Reprises nettes	Pertes sur créances non couvertes	Récupérations s/ créances amorties	Net
Provisions	(3 011)	3 803			792
Engagement de financement	(1 692)	603			(1 089)
Autres provisions	(1 319)	3 200			1 881
Dépréciation des actifs financiers	(45 050)	17 360	(1 209)	1 153	(27 746)
Prêts et créances	(44 524)	17 245	(1 209)	1 153	(27 335)
<i>Dépréciations individuelles</i>	(44 524)	17 245	(1 209)	1 153	(27 335)
<i>Dépréciations sur base de portefeuilles</i>	0	0			0
Actifs financiers disponibles à la vente	(526)	115			(411)
Autres	(261)	3			(258)
Coût du risque	(48 322)	21 166	(1 209)	1 153	(27 212)

5.8 Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence

<i>en milliers d'euros</i>	1 er semestre 2010	1 er semestre 2009
Esin	(51)	233
Coopest	10	35
Caisse de Garantie Immob. Du Bâtiment	1 160	1 085
Total	1 119	1 353

5.9 Impôts sur le résultat

5.9.1 - Composantes du poste « Impôts sur le résultat »

<i>en milliers d'euros</i>	1 er semestre 2010	1 er semestre 2009
Impôts courants	(10 627)	(6 875)
Impôts différés	4 243	2 240
Impôts sur le résultat	(6 384)	(4 635)

5.9.2 - Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique

<i>en milliers d'euros</i>	1er semestre 2010	1er semestre 2009
Résultat net (part du groupe)	10 171	12 760
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0	0
Part des intérêts minoritaires dans les sociétés consolidées	1 806	512
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	1 119	1 353
Impôts	(6 384)	(4 635)
Résultat comptable avant impôts et variations de valeur des écarts d'acquisition (A)	17 242	16 554
Taux d'imposition de droit commun français (B)	33,33%	33,33%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	(5 747)	(5 517)
Effet de la variation des impôts différés non constatés	(3)	0
Incidence de la restructuration des titres super-subordonnés		
Effet des différences permanentes	(629)	330
Impôts à taux réduit et activités exonérées	(51)	8
Effet de l'imputation des déficits fiscaux antérieurs	206	655
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	0	0
Impôts sur exercices antérieurs, crédits d'impôts et autres impôts	147	(102)
Autres éléments	(307)	(8)
Impôts sur le résultat	(6 384)	(4 635)
Taux effectif d'impôt (charge d'impôts sur le résultat rapportée au résultat taxable)	37,02%	28,00%

NOTE 6 – ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

6.1 Engagements de financement

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Engagements de financement donnés en faveur		
- des établissements de crédit	5 785	5 142
- de la clientèle	732 755	830 941
- Ouverture de crédits documentaires	15 626	13 069
- Autres ouvertures de crédits confirmés	695 939	798 781
- Autres engagements	21 190	19 091
Total des engagements de financement donnés	738 540	836 083
Engagements de financement reçus		
- d'établissements de crédit	707 532	686 810
- de la clientèle	0	0
Engagements de financement reçus	707 532	686 810

6.2 Engagements de garantie

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010	31/12/2009
Engagements de garantie donnés		
- d'ordre des établissements de crédit :	3 296	1 557
- d'ordre de la clientèle :	2 881 076	2 871 095
Total des engagements de garantie donnés	2 884 372	2 872 652
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	755 298	711 058

NOTE 7 – OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Sont renseignées ci-après les opérations réciproques avec :

- les entités sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et qui sont mises en équivalence (entreprises associées)
- les entités qui exercent une influence notable sur le Groupe, à savoir BPCE, organe central du Groupe BPCE et Natixis qui détient 20% du capital du Crédit Coopératif au travers des certificats coopératifs d'investissement (entités exerçant un contrôle conjoint ou une influence notable).

<i>en milliers d'euros</i>	30/06/2010		31/12/2009	
	Entreprises associées	Entreprises exerçant une influence notable	Entreprises associées	Entreprises exerçant une influence notable
Crédits	0	1 016 143	4 175	331 373
Autres actifs financiers	22 792	204 783	22 792	319 298
Autres actifs	0	2 769	0	4 342
Total des actifs avec les entités liées	22 792	1 223 695	26 967	655 013
Dettes	20	513 981	0	325 328
Autres passifs financiers	0	6 379	0	5 738
Autres passifs	0	4 049	0	11 925
Total des passifs envers les entités liées	20	524 409	0	342 991
Intérêts, produits et charges assimilés	0	10 153	0	1 766
Commissions	0	64	0	178
Résultat net sur opérations financières	744	-1 876	688	3 273
Produits nets des autres activités	0	0	0	0
Total du PNB réalisé avec les entités liées	744	8 341	688	5 217
Engagements donnés	0	67 312	0	87 722
Engagements reçus	0	909	0	933
Engagements sur instruments financiers à terme	0	260 548	0	489 223
Total des engagements avec les entités liées	0	328 769	0	577 878

NOTE 8 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

8.1 Evolution du périmètre de consolidation au cours du 1^{er} semestre 2010

Entrée dans le périmètre de consolidation : la société SAS TASTA , ayant pour objet d'exécuter le bail emphytéotique administratif signé avec une collectivité locale et filiale de la BTP Banque à 70%, est intégrée à compter du 1^{er} semestre 2010 au périmètre de consolidation du Groupe Crédit Coopératif.

8.2 Périmètre de consolidation au 1^{er} semestre 2010

I. ETABLISSEMENTS DE CREDIT	ENTITE CONSOLIDANTE			
	% de Contrôle	% d'Intérêt	% d'intégration	Méthode d'intégration
1) Entité Consolidante				
Crédit Coopératif (SCA) Siège Social : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE				
2) Etablissements de crédit associés filiales				
BTP Banque (SA)	100%	100,00%	100%	IG
Inter-Coop (SAS) Sièges Sociaux : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE	98,13%	98,13%	100%	IG
BATILEASE Siège social: Parc du canon d'or, 7, rue Philippe Noiret BP 10025 59871 Saint André Cedex	94,88%	94,88%	100%	IG
3) Etablissements de crédit associés non filiales				
EDEL Siège Social : Parc de la Plaine, 5, avenue Marcel Dassault BP 5806 31505 TOULOUSE Cedex	C	33,94%	100%	IG
CAISSE SOLIDAIRE 3, Contour Saint Martin 59100 ROUBAIX	O			
SOFINEF 114, Boulevard du 11 Novembre 69625 VILLEURBANNE Cedex	N	60,51%	100%	IG
SOCOREC 77, rue de Lourmel 75015 PARIS	T	3,17%	100%	IG
SOFIGARD 13, bis Boulevard Talabot 30000 NIMES	R			
SOFINDI 11, rue de Belat 16000 ANGOULEME	A	0,00%	100%	IG
SOFISCOPE 7, rue Herpin Lacroix BP 6647 35006 RENNES	T	0,27%	100%	IG
SOFISCOPE SUD EST 70, rue Maurice Flandrin BP 3164 69211 LYON Cedex 03	S	3,61%	100%	IG
SOFIRIF Z.I. BETHUNES BP 9032 95071 CERGY PONTOISE	D'	1,07%	100%	IG
SOMUPACA 9, place de la Liberté 83000 TOULON	A	3,51%	100%	IG
SOMUDIMEC 2, chemin du Vieux Chêne BP 79 38242 MEYLAN	S			
C.M.G.M. 39-41, rue Louis Blanc 92038 PARIS LA DEFENSE Cedex	O	15,41%	100%	IG
NORD FINANCEMENT 40, rue Eugène Jacquet 59078 MARCQ EN BAROEUL	C	1,34%	100%	IG
GEDEX DISTRIBUTION 24, rue Chaptal 92300 LEVALLOIS PERRET	I	0,23%	100%	IG
	T	2,64%	100%	IG
	I	0,85%	100%	IG
	O	0,00%	100%	IG
	N			
II. ENTREPRISES A CARACTERE FINANCIER				
Union des Sociétés du Crédit Coopératif (GIE)	100%	100%	100%	IG
Transimmo (SARL)	100%	100%	100%	IG
Société Civile Immobilière du Crédit Coopératif	100%	100%	100%	IG
Société Civile Immobilière du Crédit Coopératif de Saint Denis	100%	100%	100%	IG
SAS TASTA	70%	70%	100%	IG
BTP Capital Conseil	100%	100%	100%	IG
SAS Sociétariat Crédit Coopératif Banque Populaire	98,15%	98,15%	100%	IG
INTERCOP LOCATION Siège Social : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE	89,52%	89,52%	100%	IG
BATI-LEASE INVEST Siège social: Parc du canon d'or, 7, rue Philippe Noiret BP 10025 59871 Saint André Cedex	94,88%	94,88%	100%	IG
Ecofi- Investissements Siège Social : 48, rue Notre Dame des Victoires - 75002 PARIS	100%	100%	100%	IG
TISE Siège Social : UL Nalewski 8/27 00158 VARSOVIE - POLOGNE	100%	100%	100%	IG
MONINFO Siège Social : Parc de la Plaine, 5, avenue Marcel Dassault BP 5806 31505 TOULOUSE Cedex	33,75%	33,75%	100%	IG
III. ENTREPRISES A CARACTERE NON FINANCIER				
BTP Capital Investissement Siège Social : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE	79,42%	79,42%	100%	IG
COOPEST Siège Social : 2, av, Jules César - woluwe Saint-Pierre - 1150 BRUXELLES - BELGIQUE	43,88%	43,88%	43,88%	ME
ESFIN Siège Social : 33, rue des Trois Fontanot – 92000 NANTERRE	37,58%	37,58%	37,58%	ME
IV. ENTREPRISES D'ASSURANCE				
CAISSE DE GARANTIE IMMOBILIERE DU BATIMENT Siège Social : 6, rue La Pérouse - 75016 PARIS	33,40%	33,40%	33,40%	ME

SCA : Société Coopérative Anonyme
SAS : Société Anonyme Simplifiée

IG : Intégration globale
ME : Mise en équivalence

EXTRAITS DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2010

BILAN

ACTIF en milliers d'euros	au 30 juin 2010	au 30 juin 2009
Caisse, banques centrales, CCP	158 137	103 692
Effets publics et valeurs assimilées	386 260	419 151
Créances sur les établissements de crédit	2 339 402	1 888 532
<i>À vue</i>	1 054 634	416 522
<i>À terme</i>	1 284 769	1 472 011
Créances sur la clientèle	6 313 796	5 739 750
<i>Créances commerciales</i>	179 992	172 947
<i>Autres concours à la clientèle</i>	5 653 716	5 025 834
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	480 088	540 970
<i>Affacturation</i>		
Obligations et autres titres à revenu fixe	862 067	1 076 546
Actions et autres titres à revenu variable	43 062	183 237
Participations et autres titres détenus à long terme	243 671	243 673
Parts dans les entreprises liées	118 817	108 508
Crédit-bail et location avec option d'achat	199 508	206 853
Location simple		
Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	24 632	21 904
Capital souscrit non versé		
Actions propres		
Autres actifs	127 150	57 706
Comptes de régularisation	155 105	166 701
Total de l'actif	10 971 608	10 216 253

PASSIF en milliers d'euros	au 30 juin 2010	au 30 juin 2009
Banques centrales, CCP	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	1 637 955	1 460 255
À vue	183 546	145 934
À terme	1 454 409	1 314 321
Comptes créditeurs de la clientèle	4 836 413	4 528 910
Comptes d'épargne à régime spécial		
À vue	1 244 254	1 113 353
À terme	118 357	108 731
Autres dettes		
À vue	2 714 763	2 489 570
À terme	759 039	817 255
Dettes représentées par un titre	2 897 164	2 775 182
Bons de caisse	128 675	60 195
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	2 453 583	2 402 204
Emprunts obligataires	314 905	312 784
Autres dettes représentées par un titre		
Autres passifs	105 196	176 276
Comptes de régularisation	232 622	234 414
Provisions	11 863	9 908
Dettes subordonnées	163 920	194 836
Fonds pour risques bancaires généraux	9 302	17 490
Capitaux propres hors FRBG	1 077 172	818 982
Capital souscrit	743 719	493 719
Primes d'émission	142 964	142 964
Réserves	156 451	153 630
Écart de réévaluation		
Provisions réglementées	4 524	4 646
Report à nouveau (+/-)	15 688	14 062
Résultat en instance d'approbation	-	-
Résultat de l'exercice (+/-)	13 826	9 961
Total du passif	10 971 608	10 216 253

HORS BILAN

HORS BILAN en milliers d'euros	au 30 juin 2010	au 30 juin 2009
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	175 969	196 095
Engagements en faveur de la clientèle	503 298	522 580
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	2 765	1 371
Engagements d'ordre de la clientèle	1 307 265	1 372 131
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés	-	34 970
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements recus d'établissements de crédit	669 672	819 453
Engagements de garantie		
Engagements recus d'établissements de crédit	995 734	864 051
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	200 000	34 970

COMPTE DE RÉSULTAT PUBLIABLE (Période du 01/01/2010 au 30/06/2010)

en milliers d'euros	au 30 juin 2010	au 30 juin 2009
Produits et charges d'exploitation bancaire		
+ Intérêts et produits assimilés	+ 187 532	+ 206 212
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	16 011	23 250
+ Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	116 979	124 810
+ Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	36 979	55 008
+ Autres intérêts et produits assimilés	17 563	3 144
+ Intérêts et charges assimilées	- 77 939	- 115 642
+ Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	13 684	18 756
+ Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	17 037	25 512
+ Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	41 474	64 526
+ Autres intérêts et charges assimilées	5 745	6 849
+ Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	+ 43 140	+ 45 994
- Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat	- 39 460	- 41 089
+ Produits sur opérations de location simple	-	-
- Charges sur opérations de location simple	-	-
+ Revenus des titres à revenu variable	+ 4 022	+ 7 628
+ Commissions (produits)	+ 36 929	+ 36 665
- Commissions (charges)	- 13 340	- 12 277
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation	910	- 270
+/- Solde en bénéfice/perte des opérations sur titres de transaction	85	49
+/- Solde en bénéfice/perte des opérations de change	275	439
+/- Solde en bénéfice/perte des opérations sur instruments financiers	550	- 758
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	118	- 2 421
+ Autres produits d'exploitation bancaire	+ 1 36	+ 18
+ Produits sur opérations de promotion immobilière	-	-
+ Autres produits	136	18
- Autres charges d'exploitation bancaires	- 87	- 96
- Charges sur opérations de promotion immobilière	-	-
- Autres charges	87	96
+/- Produit net bancaire	141 963	124 722
- Charges générales d'exploitation	- 95 156	- 93 310
- Frais de personnel	51 898	49 894
- Autres frais administratifs	43 258	43 415
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	268	- 255
+/- Résultat brut d'exploitation	46 538	31 157
- Coût du risque	- 26 311	- 21 815
+/- Résultat d'exploitation	20 227	9 343
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	43	- 2 285
+/- Gains ou pertes sur actifs corporels et incorporels	-	-
- +/- Gains ou pertes sur immobilisations financières	43	- 2 285
+/- Résultat courant avant impôt	20 271	7 058
+/- Résultat exceptionnel	-	-
- Impôt sur les bénéfices	- 6 612	- 1 592
+/- Dotations/reprises des FRBG et provisions réglementées	167	4 495
+/- Dotations/reprises des FRBG	-	4 540
+/- Dotations/reprises provisions réglementées	167	- 45
+/- Résultat de l'exercice	13 826	9 961

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS

au 30 juin 2010

en euros									
Sociétés ou groupes de sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenu	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts et avancés consentis par la société et non remboursés	Montant des cautions et avals fournis par la société	Chiffre d'affaires du dernier exercice écoulé	Bénéfice net ou perte du dernier exercice écoulé	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A) Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur excède 1% du capital de la société astreinte à la publication									
I - Filiales (50 % au moins du capital détenu par la société)									
GIE-USCC	19 400 000	-	73,65 %	14 288 100	-	-	34 735 663	-227 225	-
BTP CAPITAL INVESTISSEMENT	14 073 752	2 319 662	79,42 %	9 209 458	-	-	576 306	299 142	508 060
INTERCOOP	4 856 280	-	82,37 %	21 532 525	43 000 000	-	-	-	2 000 000
INTER-COP LOCATION	4 573 800	-	89,51 %	8 461 692	-	-	-	-	-
BATILEASE	9 065 280	50 321 000	94,88 %	16 708 941	326 587 355	-	10 343 000	3 686 000	860 128
ECOFI INVESTISSEMENT	4 445 154	-	99,08 %	21 779 604	-	-	-	-	-
BTP BANQUE	50 000 000	68 890 088	99,95 %	24 056 080	100 012 420	12 680 139	53 340 061	7 085 929	-
II - Participations (10 % à 50 % du capital détenu par la société)									
ESFIN PARTICIPATIONS	31 251 738	4 894 205	16,11 %	6 000 368	-	-	1 115 895	-494 047	-
IRD - (EX SDR NORD - PAS-DE-CALAIS)	44 274 913	26 228 000	17,38 %	5 652 172	-	-	2 348 601	1 219 985	201 820
RHONE DAUPHINE DEV	10 495 800	870 841	19,13 %	2 004 949	-	-	-	289 690	-
EDEL	54 893 410	70 000	35,25 %	3 938 587	-	-	25 430 000	3 639 000	-
ESFIN	38 277 228	5 264 673	37,58 %	15 228 844	-	-	1 014 446	297 615	-
B) Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations									
I - Filiales non reprises au § A									
a) Filiales françaises (ensemble)				2 366 436	-	-			-
b) Filiales étrangères (ensemble)				4 241 356					
II - Participations non reprises au § A									
a) Sociétés françaises (ensemble)				2 767 691	-	-			-
b) Sociétés étrangères (ensemble)				4 089 130					

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2010 au 31 juin 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Crédit Coopératif S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2010 au 30 juin 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.


Paris La Défense, le 27 août 2010

KPMG Audit

Département de KPMG SA

Fabrice Odent

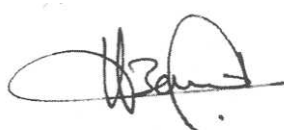
Associé



Sofideec Baker Tilly

Cyrille Baud

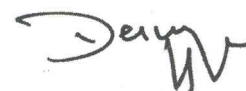
Associé



Sofideec Baker Tilly

Jean-François Dermagne

Associé



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Prévisions ou estimations

L'Actualisation du Document de Référence 2009 ne contient pas de prévisions ou estimations au sens du Règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004.

Procédure judiciaire et d'arbitrage

Il n'existe pas, pour la période couvrant les douze derniers mois, de procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui serait en suspens ou qui menacerait le Crédit Coopératif et qui pourrait avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Crédit Coopératif et/ou du Groupe Crédit Coopératif.

Changement significatif de la situation financière de l'émetteur

Aucun changement significatif de la situation financière du Groupe Crédit Coopératif n'est intervenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers vérifiés ont été publiés.

TABLE DE CONCORDANCE

En application des articles 28 du Règlement (CE) n°809/2004 de la Commission du 29 avril 2004 et 212-11 du règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence :

- les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009,
- les comptes sociaux 31 décembre 2009,
- les rapports des Commissaires aux comptes pour l'exercice 2009,
- le rapport de gestion du Groupe Crédit Coopératif.

Ces informations se trouvent présentés aux pages 102 à 193, 39 à 101 du document de référence 2009 du Crédit Coopératif enregistré par l'AMF le 9 avril 2010 sous le numéro D.10-0241 et disponible sur le site internet du Crédit Coopératif (www.credit-cooperatif.coop/le-groupe-credit-cooperatif/informationsfinancieres/informations-reglementees/).

La table de concordance suivante renvoie aux rubriques exigées par le Règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004 (Annexe XI) :

Rubriques de l'annexe XI du Règlement (CE) n°809/2004	N° de page de la présente Actualisation	N° de page du Document de référence 2009
1. Personne responsable	43	199
2. Contrôleurs légaux des comptes	43	188
3. Facteurs de risques	6 à 10	30 à 34, 84 à 95, 142 à 145
4. Informations concernant l'émetteur		8 à 13, 57
4.1. Histoire et évolution de la Société		8
5. Aperçu des activités		39 à 46
5.1. Principales activités		42 à 46
5.2. Principaux marchés		8 à 9, 39 à 42
6. Organigramme		10 à 12
6.1. Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur	20 à 21	107 à 109
6.2. Liste des filiales importantes		10, 11, 58 à 60, 83
7. Information sur les tendances	11	96
8. Prévisions ou estimations du bénéfice	41	198
9. Organes d'administration, de Direction et de surveillance		14 à 17, 21 à 27
9.1. Informations concernant les membres des organes, d'administration et de surveillance		14 à 17, 21 à 27, 68 à 77
9.2. Conflit d'intérêt au niveau des organes d'administration, de Direction, et de Surveillance, et de la Direction Générale		22
10. Principaux actionnaires		139 à 140
11. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1. Informations financières historiques		8, 77 à 83
11.2. États financiers		102 à 186
11.3. Vérification des informations financières historiques annuelles		189 à 193
11.4. Date des dernières informations financières		31 décembre 2009
11.5. Informations financières intermédiaires et autres	12 à 40	97 à 99
11.6. Procédures judiciaires et d'arbitrage	41	198
11.7. Changement significatif de la situation financière ou commerciale	41	198
12. Contrats importants		198
13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclaration d'intérêts		198
14. Documents accessibles au public	1, 42	4, 58

PERSONNE RESPONSABLE DE L'ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DU CONTROLE DES COMPTES

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du Document de Référence 2009 sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés résumés sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation du Document de Référence 2009 ainsi qu'à la lecture d'ensemble de l'actualisation du Document de Référence 2009.

A Nanterre, le 6 octobre 2010

Philippe JEWTOUKOFF
Directeur Général

CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

COMMISSAIRES AUX COMPTES

KPMG Audit - Fiduciaire de France, représenté par Monsieur Fabrice Odent - 1, cours Valmy - 92923 Paris La Défense Cedex, membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Versailles, nommé pour la première fois par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2007, mandat expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2013 appelée à statuer sur les comptes de 2012 ; et

SOFIDEEC BAKER TILLY, représenté par Messieurs Cyrille Baud et Jean-François Dermagne, 138 Boulevard Haussmann, 75008 Paris, membres de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Paris, nommé pour la première fois par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 mai 2007, mandat expirant à l'Assemblée Générale Ordinaire de 2013 appelée à statuer sur les comptes de 2012.